

Convention collective

**ENTREPRISES AGRICOLES DE DÉSHYDRATATION
(CHAMPAGNE-ARDENNE)
(20 mars 1970)**

(Etendue par arrêté du 16 juillet 1971,
Journal officiel du 17 août 1971)

■ *Journal officiel* du 25 janvier 2005

**Arrêté du 22 décembre 2004 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant les entreprises agri-
coles de déshydratation de la région Champagne-Ardenne**

NOR : *AGRF0500122A*

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité,
Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Régle-
mentaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14
et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1971 portant extension de la convention collective
de travail du 20 mars 1970 concernant les entreprises agricoles de déshydra-
tation de la région Champagne-Ardenne et les arrêtés successifs portant
extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 6 avril 2004 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 23 septembre
2004 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, de l'emploi et de la cohésion
sociale,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 110 du 6 avril 2004 à la convention col-
lective de travail du 20 mars 1970 concernant les entreprises agricoles de
déshydratation de la région Champagne-Ardenne sont rendues obligatoires
pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'appli-
cation professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 20 mars 1970 précitée.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 décembre 2004.

Pour le ministre et par délégation :
Pour empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :
*L'ingénieure en chef du génie rural,
des eaux et des forêts,*
V. METRICH-HECQUET

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2004/40 en date du 30 octobre 2004, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,32 €.